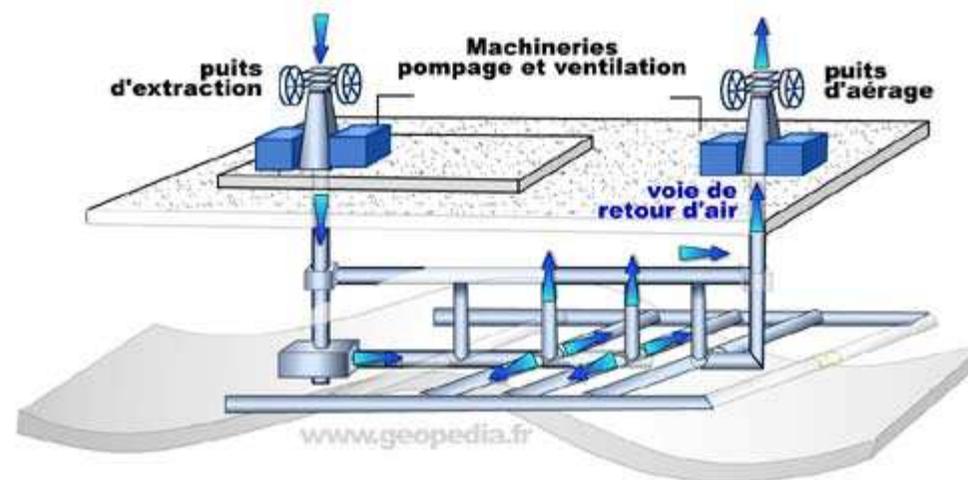


« Future of Miners – The role of social partners -
Climate change and their impact for
employment in the mining industry »



Présentation du rapport introductif aux
débat

Notre mission

- Composition d'un questionnaire permettant de mesurer les bonnes pratiques mises en œuvre dans le cadre du changement climatique et les pratiques du dialogue social dans les pays d'Europe du Sud
- Elaboration d'une analyse des situations locales
- Rapport général sur la situation sectorielle (mines) générale en Europe
- Analyse et sélection de bonnes pratiques
- Présence active aux réunions de préparation (notamment pour l'élaboration du questionnaire) et d'évaluation
- Participation aux événements principaux

Pays objets de l'étude

- 7 pays :

Allemagne - Bulgarie –
Espagne – Hongrie –
Pologne – Roumanie –
République Tchèque



document élaboré par Réseau
"Projectives"

Situation générale

- L'actualité récurrente, quand on parle du secteur minier, concerne, le plus souvent, la réduction de l'extraction, le licenciement des mineurs et la fermeture des mines. La progression du pétrole et la baisse des tarifs de fret après la Seconde Guerre mondiale, menant à une croissance de l'importation de charbon d'outré-mer, ont causé en 1957 une crise du charbon. Brutalement, il fallait rationaliser et diminuer l'extraction du charbon se trouvant jusque là en expansion
- Le total de l'extraction en **Europe de l'Ouest** a diminué depuis 1970 à un sixième et ne fait, en 2007, plus que environ 60 mégatonnes ou 1,2 % de l'extraction mondiale.

Europe de l'Ouest – situation dans quelques Etats

- En **France**, l'exploitation de la houille terminait définitivement en 2004
- En **Belgique**, la dernière mine fermait en 1992
- **l'Irlande** (1992), la **Suède** (1993), **l'Italie** et le **Portugal** (1994) cessaient l'exploitation au début des années 90. Les **Pays-Bas** l'abandonnaient déjà en 1974
- En **Allemagne**, le chiffre des mines se réduisait de 153 en 1957 à seulement 8 en 2007
- En **Grande-Bretagne** un radical procès de réduction a été introduit sous le gouvernement Thatcher
- **L'Espagne** réduit son extraction entre 1990 et 2005
- la **Norvège**, a connu un petit développement positif, bien que portant sur un niveau très bas

Etats ayant arrêté
l'ensemble des
activités

Etats où l'extraction est
encore en cours

document élaboré par Réseau
"Projectives"

Situation en Europe de l'Est

- En **Europe de l'Est**, l'extraction de charbon continue à diminuer, mais seulement après l'orientation vers une économie de marché dès 1990
- Avant, le charbon étant une source d'énergie « bon marché », servait comme force motrice au développement économique

Situation dans quelques Etats

- La **Pologne** a réalisé 5 plans de restructuration dès 1990. Elle a ainsi diminué le nombre d'employés de deux tiers.
- En **Ukraine**, l'extraction a chuté considérablement depuis 1990. Elle baissait de 1990 à 2005 de 42%
- **Hongrie** et **Bulgarie** représentent des quantités peu importantes au regard des pays précités.
- L'industrie charbonnière en **République Tchèque** a la même dimension que celle de l'Espagne. Le nombre d'employés a été réduit par deux tiers
- Un vrai paradoxe caractérise la situation énergétique de la **Roumanie**. Les consommations d'énergie et d'électricité par habitant y sont inférieures à la moyenne de l'Union Européenne, et pourtant, les gaspillages sont énormes.

Rapports nationaux

- 5 points à traiter :
 - Situation de l'industrie charbonnière nationale ;
 - Perspectives d'évolution au plan national ;
 - Conséquences probables des fermetures et des restructurations ;
 - Rôle, coopération, activités des partenaires sociaux ;
 - Dialogue social : qualité du dialogue social, place des organisations syndicales.

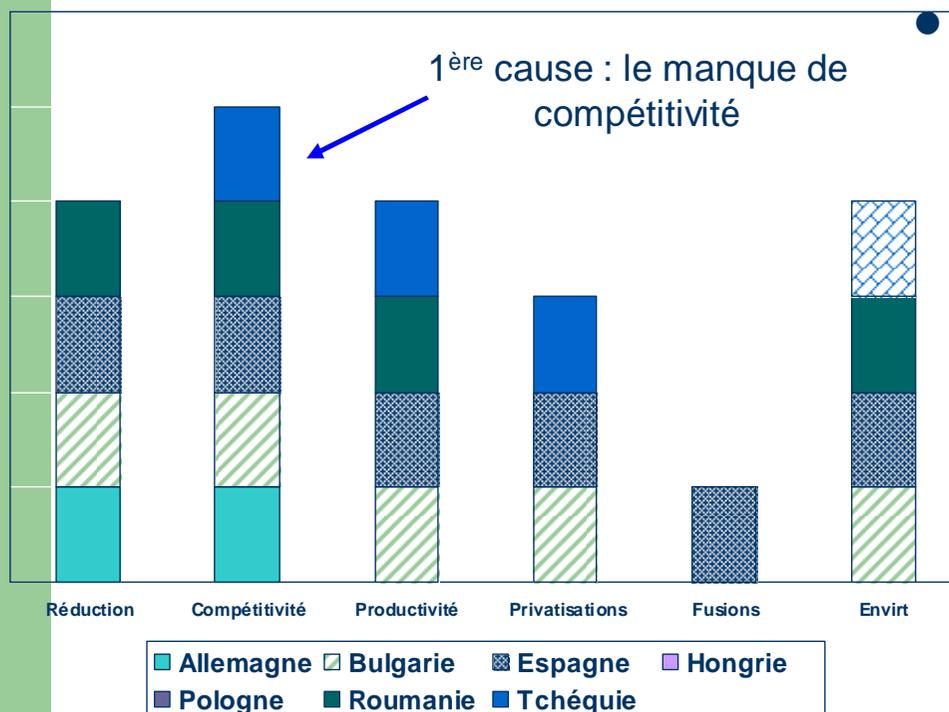
Rapports nationaux : restitution (1)

- Les éléments qui suivent ne reprennent que les éléments les plus significatifs :
 - Les sources d'informations des organisations syndicales sont : diversifiées, homogènes et crédibles ;
 - Cette homogénéité relative d'informations peut permettre :
 - Une centralisation des sources communes au sein de la fédération européenne soit au moyen d'un site spécifique, soit par un lien spécifique.
 - De mesurer quel rôle peut développer la fédération européenne en matière d'autres sources d'informations.

Situation générale

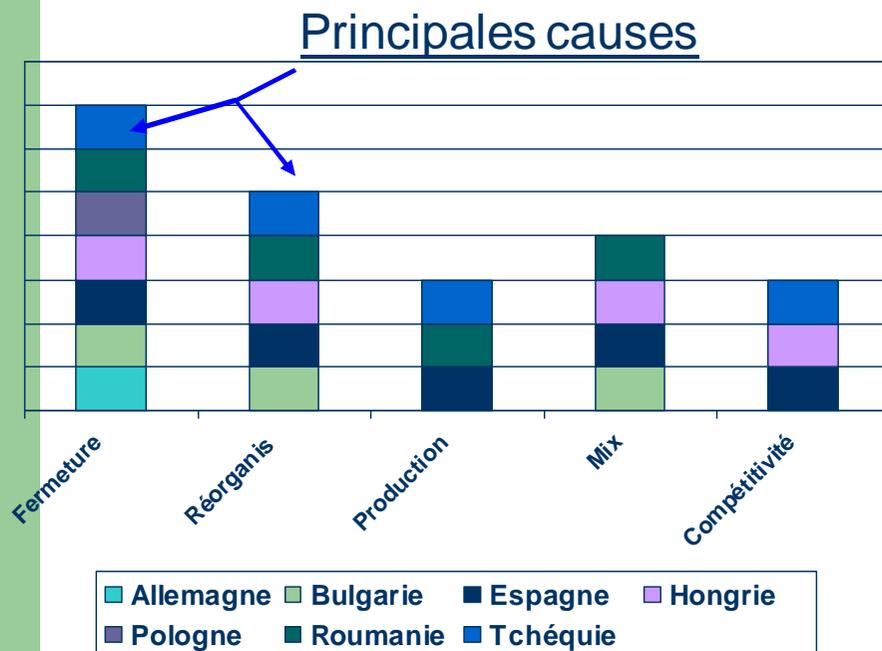
- La situation économique sectorielle des 7 Etats concernés reflète bien la situation générale : les grandes opérations de restructurations du secteur sont réalisées, à l'exception de la Roumanie où ces opérations se déroulent dans un contexte très compliqué, dans le cadre d'un plan stratégique à long terme, et pour lequel la question des ressources reste posée sur certains points
- En règle générale, le charbon est globalement peu utilisé à d'autres fins énergétiques, à l'exception de trois pays : Allemagne, Bulgarie, Tchéquie où le secteur de l'acier est consommateur.

Origines des restructurations



Il existe un panel de causes ayant motivé les restructurations dans l'ensemble des pays étudiés. En 1^{er} lieu le facteur « compétitivité » a conduit majoritairement les réflexions (autant côté ouest = Allemagne, Espagne, qu'à l'Est = Bulgarie, Roumanie, République tchèque).

Origines des pertes d'emplois



- Les différentes causes énoncées dans le tableau, souvent, se conjuguent. Les fermetures de mines sont la 1ère cause des pertes d'emplois, sur l'ensemble des Etats membres interrogés.

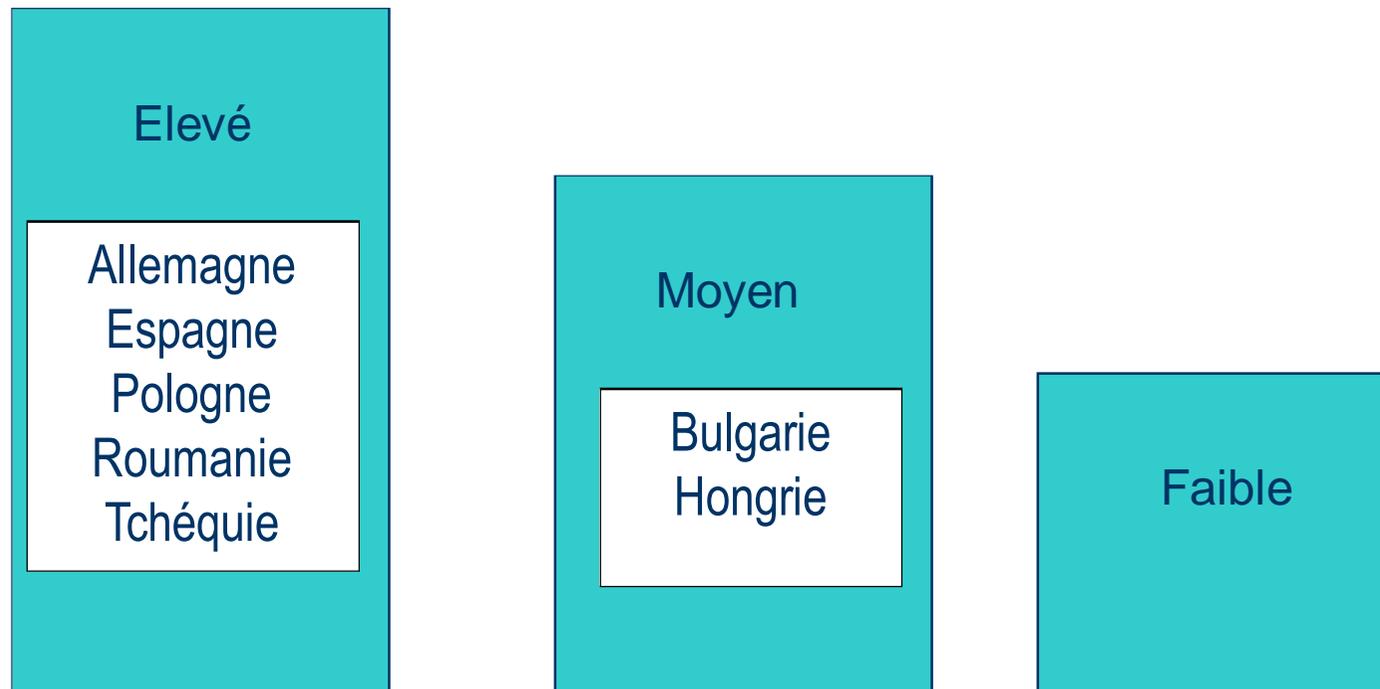
Remarques générales

- *Ces restructurations ont impliqué d'importants investissements dans au moins trois pays, et, pour chacun d'entre eux, avec l'aide de l'état ou de l'UE, sous forme de subventions. Notons qu'en Roumanie, l'octroi des subventions est assorti d'une obligation d'efficacité jusqu'en 2012.*
- *A l'exception de la Pologne, chaque fois que le secteur a bénéficié de subventions, c'est pour financer de nouveaux dispositifs de transports (accès aux ressources, solutions à des problèmes sociaux), la prise en charge de dépenses exceptionnelles liées aux restructurations et le financement de mesures sociales (sauf Pologne).*

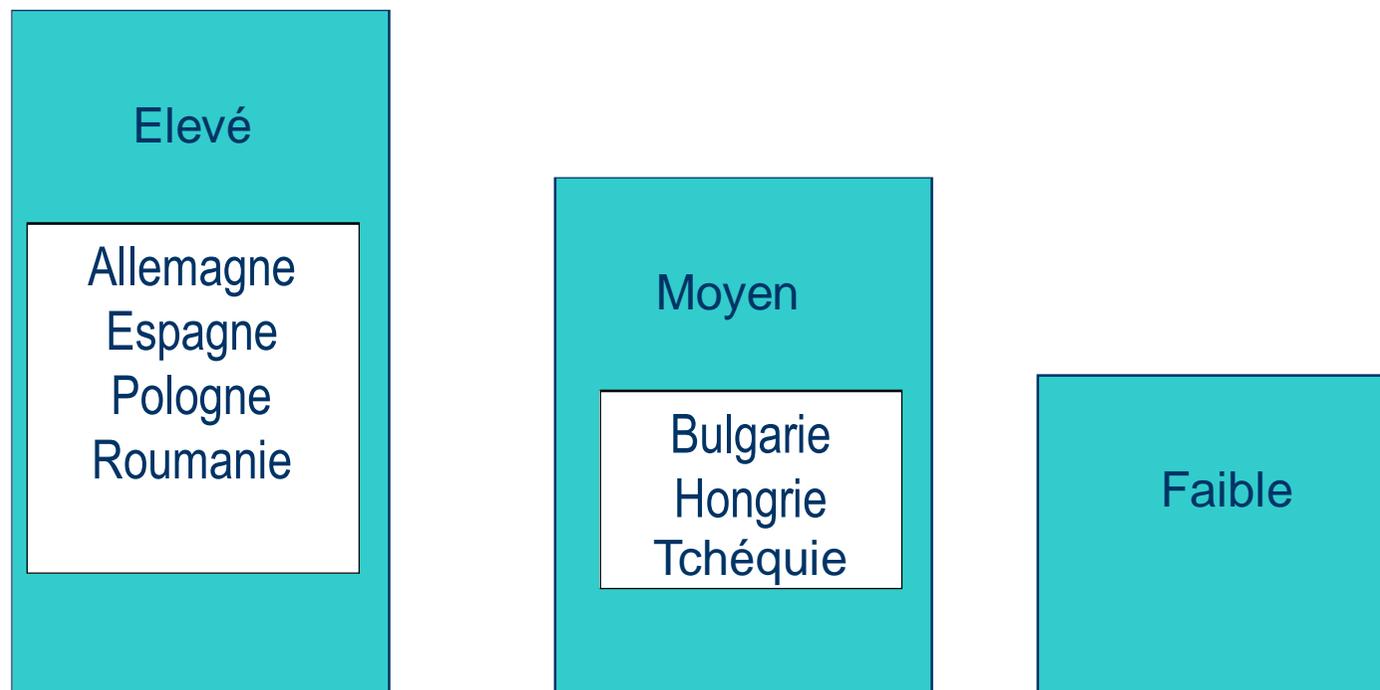
Poids relatif du secteur

- Les réponses concernent les aspects :
 - Economique ;
 - Social ;
 - Et sur l'emploi
- Au niveau local, l'importance du secteur est sans équivoque dans la grande majorité des pays

Au plan économique

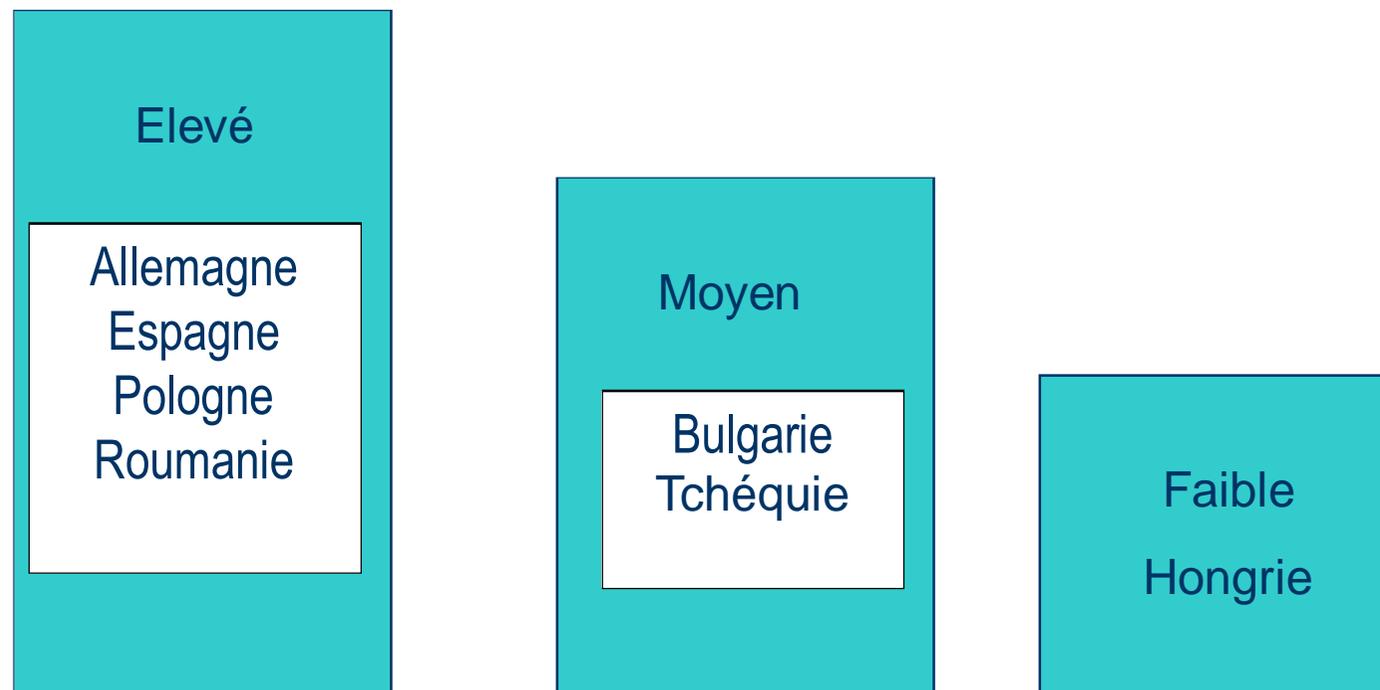


Au plan social



document élaboré par Réseau
"Projectives"

Au plan de l'emploi



Perspectives globales d'évolution

- Il existe, au sein des sept états interrogés, une grande diversité de sources d'approvisionnement.
- Cette diversité de sources d'approvisionnement est source de dispersion des risques, et, dans la plupart des cas, consécutive aux restructurations.
- Le cas de la Roumanie est intéressant dans la mesure où ce pays dispose de ressources énergétiques, dont pétrole et gaz.
- la situation de l'Espagne évoluera encore, puisque le gouvernement vise trois objectifs stratégiques : sécurité d'approvisionnement – compétitivité – protection de l'environnement.



oui



peu



N.C.

Autres ressources énergétiques

Etat	Houille	Lignite	Nuclé- aire	Gaz	Pétrole	Eolien	Solaire et biomas	Eau
Allemagne	oui	peu	oui	peu	peu	oui	oui	oui
Bulgarie	oui	oui	oui	oui	peu	peu	peu	peu
Espagne	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
Hongrie	peu	peu	oui	oui	N.C.	oui	oui	N.C.
Pologne	oui	oui	oui	oui	oui	oui	N.C.	N.C.
Roumanie	oui	oui	oui	oui	oui	peu	peu	oui
Tchéquie	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui

Energie nucléaire

- L'énergie nucléaire a de nombreux détracteurs. Pourtant les situations ont tendance à évoluer vers une nouvelle dynamique de développement de son utilisation.
 - C'est ainsi qu'en Allemagne, le gouvernement fédéral projette la prolongation de la durée de validité des centrales.
 - La Bulgarie dispose d'un plan de construction d'une nouvelle centrale, tandis que quatre autres pays prévoient de nouveaux investissements (dont PL – HU – CZ) en se souciant plus ou moins des opinions publiques.
 - Tel est le cas en Roumanie où l'objectif visé représente un poids de 21,6% du nucléaire dans la production d'énergie, ce qui suppose la construction de deux nouvelles unités.
 - L'Espagne ne prévoit aucun changement sur l'utilisation de l'énergie nucléaire

Nouvelles technologies vertes

Pays	Significatif	Non	Peu
Allemagne			
Bulgarie			
Espagne			
Hongrie			
Pologne			
Roumanie			
Tchéquie			

- *Les résultats de ce tableau peuvent constituer une surprise, mais ils sont à relativiser des commentaires des organisations qui ont répondu.*

Comment sont impliqués les Syndicats ?

- Note : il s'agit de mesurer comment les gouvernements impliquent les syndicats sur divers sujets
- ***Sous réserve d'absence de réponse de certains pays, l'implication des syndicats n'est pas généralisée sur l'ensemble des thèmes, ce qui nous conduit à proposer une action au niveau de la fédération européenne***



oui



non



N.C.

Sujets d'implication des Syndicats

Pays	Recherche	Investissement	Mesures sociales	Formation
Allemagne	oui	oui	non	non
Bulgarie	non	non	non	oui
Espagne	oui	oui	oui	oui
Hongrie	oui	oui	oui	oui
Pologne	N.C.	N.C.	N.C.	N.C.
Roumanie	oui	oui	oui	oui
Tchéquie	non	non	oui	oui

document élaboré par Réseau "Projectives"

Conséquences découlant des fermetures et des restructurations à venir

- Dans presque tous les pays, l'extraction minière joue un rôle important du point de vue économique et social.
- Les restructurations passées ont eu des effets dévastateurs sur l'emploi, pris dans son acception la plus large.
- Les restructurations en cours et/ou à venir poursuivront cette tendance forte

Amortisseurs sociaux

- Au regard des évolutions attendues, on pourrait penser que des amortisseurs sociaux importants et novateurs soient mis en place. La réalité est très différente (Cf. tableau du rapport) ;
 - || *↳ Suggestion : laisser un temps suffisant pour examiner cette situation lors de la conférence, pour faire émerger un **plan cohérent à l'échelle des Etats membres concernés** ;*
- Ces évolutions générales s'inscrivent dans un contexte où, souvent, elles auront un impact sur la sécurité des approvisionnements, et, accroîtront la dépendance des importations énergétiques.

Amortisseurs sociaux : mesures

- Pays où l'ensemble des mesures est présent : Espagne
- Pays où la majorité des mesures a été utilisée : Allemagne – Pologne
- Pays où peu de mesures sont présentes : Bulgarie, Roumanie, Tchéquie (Hongrie : pas d'informations, mais à notre connaissance certaines mesures ont été prises)

Ce dernier groupe de pays doit être particulièrement examiné

Partenaires sociaux et dialogue social

- On peut classer les pays en trois niveaux :
 - 1) - Absence de dialogue social : Bulgarie et Tchéquie (partiellement = tripartite) ;
 - 2) - Peu de dialogue : Pologne ;
 - 3) - Dialogue social normalisé (mais néanmoins faible sur certains points) : Hongrie, Allemagne, Espagne, Roumanie.

Globalement l'efficacité du Dialogue social est mitigée, voire pas tellement efficace.

Quelques commentaires

- Gestion des fonds de restructuration, il n'y a aucun dialogue intégrant les organisations syndicales.
- Les thèmes du Dialogue social : surtout sur retraites et sur conditions de travail, voire un peu sur la sécurité sociale.
- Les Partenaires sociaux négocient avec les instances régionales et nationales.
- Les bons accords portent surtout sur la sécurité sociale, les plans charbonniers et la formation.

- Les négociations sont surtout tripartites.
- Pas de problème de représentativité, en fonction des différentes règles nationales.
- Etude 2004/2005, la Pologne n'a pas beaucoup progressé. Si la Roumanie est consultée, les propositions ne sont pas toujours prises en compte.
- Il est clair qu'en particulier pour les derniers Etats membres, des efforts spécifiques doivent être accomplis

Conclusions à débattre, préconisations

- L'Union européenne a déployé toute une série d'aides pour faciliter la transition et l'adaptation du secteur.
- Trois groupes d'États membres peuvent être distingués :
 - Ceux qui ont cessé de subventionner des mines en exploitation (République tchèque, France, Italie),
 - Ceux qui ont arrêté les aides aux investissements (Pologne, Slovaquie, Royaume-Uni),
 - Ceux qui donnent des aides au fonctionnement (Bulgarie, Allemagne, Hongrie, Roumanie, Slovénie, et Espagne)

Conclusions (suite 1)

- Le charbon devrait demeurer une énergie très utilisée à l'avenir. Mais pour que soit tiré le plein bénéfice de ces atouts, d'autres défis doivent être relevés, surtout dans le domaine environnemental.
- Toutefois, malgré ses avantages comparatifs, le charbon soulève aujourd'hui deux questions importantes :
 - comment améliorer la sécurité des travailleurs ?
 - Comment réduire les dommages environnementaux issus de la combustion du charbon et sa contribution à l'effet de serre ?

Conclusions (suite 2)

- Si les principales phases de restructurations du secteur sont traitées, il n'en demeure pas moins que les enjeux à court et moyen termes produiront des effets sur l'emploi, d'ordre quantitatif, mais aussi d'ordre qualitatif.
- De ce point de vue, l'implication des organisations syndicales est essentielle, comme l'ont d'ailleurs démontré les résultats obtenus dans les Etats membres où les gouvernements ont impliqué pleinement les partenaires sociaux, et en particulier les organisations syndicales

Préconisations

- Outre les pistes d'actions développées dans le rapport, nous préconisons 4 axes, sous des temps différents :
 - Actions ponctuelles : Recensement des pratiques de dialogue social jugées insuffisantes au regard du droit européen – implication de la fédération européenne pour impulser une implication satisfaisante des organisations syndicales entravées par des institutions gouvernementales qui les « ignorent »

Préconisations (suite 1)

- Actions récurrentes :
 - Recensement et analyse des données nationales, au sein d'un outil européen (web site)
 - Poursuite de la production de rapports nationaux et examen de cohérence
 - Observatoire des enjeux économiques et sociaux de l'extraction minière, analyse et (re)cadrage : développement et pérennisation des moyens en matière de recherche et développement (en particulier charbon propre – gazéification et liquéfaction, prévision de création d'emplois liée aux nouvelles technologies)

Préconisations (suite 2)

- Ces quelques pistes peuvent être complétées en considérant les différences des situations locales et des freins qui existent dans chaque Etat.
- Au terme de la conférence, sous réserve des débats, il nous paraît important d'engager les actions nécessaires, sur les bases qui suivent

Préconisation (suite et fin)

- Observatoire des enjeux économiques et sociaux de l'extraction minière :
 - Nouvelles technologies, environnement : intégration d'un volet social avec un droit d'information/consultation aux réflexions et aux décisions
- Dialogue social et charte européenne :
 - Implication des organisations syndicales lors de l'élaboration des plans stratégiques nationaux

Fin de la présentation

Merci pour votre
attention

